

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 08/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SEVIGNE INDUSTRIES

La Borie Sèche
BP 6
12520 Aguessac

Références : 12-CARMIN-2025-34
Code AIOT : 0006800008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement SAS SEVIGNE INDUSTRIES implanté lieux dits : Camp Mégie, Les Sottes, Coustadou, Combo Briol, Pas del Comp, Camp Grand, Poujados 12120 Arvieu. L'inspection a été annoncée le 18/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. La carrière située sur la commune d'Arvieu est une installation classée à enjeux prioritaires qui fait l'objet d'une visite annuelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SEVIGNE INDUSTRIES
- lieux dits : Camp Mégie, Les Sottes, Coustadou, Combo Briol, Pas del Comp, Camp Grand, Poujados 12120 Arvieu
- Code AIOT : 0006800008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation inspectée est une carrière d'amphibolite à ciel ouvert, autorisée pour 30 ans avec une production maximale annuelle de 280 000 tonnes par arrêté préfectoral en date du 23 septembre 2015.

L'activité d'extraction est associée à une installation de traitement de matériaux (primaire, secondaire et tertiaire).

Le jour de la visite le site est en activité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 16	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 17	Sans objet
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 19-3	Sans objet
4	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 24 - 5	Sans objet
5	Prévention des pollutions	AP Complémentaire du 14/05/2018, article 4	Sans objet
6	Prévention des pollutions - eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 23/09/2025, article 25 -4 - 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité majeure n'a été observée lors de l'inspection.

Les points suivants contrôlés sont conformes :

- conduite de l'exploitation (côte d'extraction, le plan de carrière et le remblayage du site) ;
- prévention des pollutions (eau, stockage du gasoil et équipement en kits de dépollution) ;
- respect du phasage (deuxième phase quinquennale) ;
- sécurité, propreté et entretien du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 16
Thème(s) : Autre, Extraction
Prescription contrôlée : L'exploitation est conduite par fronts de taille d'une hauteur unitaire maximale de 15 m séparés

<p>par des banquettes horizontales d'une largeur minimale de 8 m en cours d'exploitation et 3 m enfin d'exploitation. La largeur des pistes Ouest est de 10 m. L'extraction se fait selon 6 fronts de taille compris entre les cotes NGF minimale de 700 m et maximale de 785 m.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'extraction se fait selon 6 fronts de taille. Ces fronts ont une hauteur inférieure à 15 m, ils sont gradués par des banquettes d'une largeur d'environ 8 m. La largeur des pistes de 10 m est respectée.</p> <p>Les cotes actuelles sont de 713 m pour la minimale et de 785 m pour la maximale.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Conduite de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 17</p>
<p>Thème(s) : Autre, Registre et plans</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les pentes des pistes, - les zones remises en état en différenciant les différents types de remise en état, - S'il y a lieu, le périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciale
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation présenté est daté du 19/12/2024.</p> <p>Il comporte l'ensemble des éléments prescrits, à savoir : les limites du périmètre du droit d'exploiter, les bords des fouilles, les cotes, le bornage, les zones de stockage, la zone de décharge, les bassins de décantation, etc.</p> <p>Les éléments relatifs à la remise en état du site (types de remise en état et coordonnées associées) font l'objet d'un document distinct.</p> <p>L'exploitant précise que cette dissociation des plans vise à éviter une superposition excessive des informations et à en faciliter la lecture. Il indique toutefois tenir compte de la remarque formulée et s'engage à regrouper, à partir de 2026, les éléments relatifs à l'exploitation et à la remise en état sur un même document.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de reporter sur le plan de carrière qui sera réalisé en 2026, les zones de remises en état en différenciant les types de remise en état.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 19-3
Thème(s) : Autre, Remblayage du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositions générales</p> <p>Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il ne peut avoir lieu que sur les parcelles ayant fait l'objet d'extraction de matériaux de carrière autorisées au titre du présent arrêté. Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.</p> <p>L'exploitant n'est pas autorisé à accueillir des matériaux inertes extérieurs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le remblayage de la carrière se poursuit conformément au phasage établi, comprenant notamment la construction des merlons et la mise en place de la végétalisation.</p> <p>Les matériaux utilisés pour le remblayage proviennent des stériles issus de l'extraction ainsi que des terres végétales résultant des opérations de décapage.</p> <p>Les zones de stockage sont aménagées de manière à assurer un écoulement satisfaisant des eaux de ruissellement et à limiter tout risque de stagnation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 24 - 5
Thème(s) : Autre, Dispositions générales - Kits de dépollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Deux kits de dépollution (dont 1 pour la foreuse) doivent être à disposition pour le ravitaillement en carburant des engins, ainsi qu'une réserve de produits absorbants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des kits de dépollution sont stockés dans l'atelier du site (au minimum quatre unités), ainsi que des sacs d'absorbant destinés à être utilisés en cas de déversement accidentel.</p> <p>Par ailleurs, l'ensemble des engins présents sur le site (foreuse, pelle mécanique, chargeur, etc.) est équipé d'un kit de dépollution.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/05/2018, article 4
Thème(s) : Autre, Stockage du gazole non routier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de gazole non routier, d'un volume de 12 m³, est réalisé dans une cuve non enterrée double paroi conforme à la réglementation et équipée d'un système de détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>La cuve de stockage de gazole, d'une capacité de 12 m³, est installée dans un bac de rétention béton et positionnée sur une aire bétonnée étanche. La cuve, à double paroi, est équipée d'un dispositif de détection de fuite.</p> <p>L'aire étanche est reliée à un séparateur d'hydrocarbures, lui-même connecté aux bassins de décantation situés en aval Sud du site.</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures fait l'objet d'un entretien régulier, incluant un nettoyage réalisé en tant que de besoin.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions - eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2025, article 25 -4 - 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - Eaux de ruissellement. Elles sont dirigées en fond de carrière (carreau), où elles s'infiltrant ou s'évaporent. Ces eaux font l'objet d'une décantation, puis elles sont pompées pour être dirigées vers les bassins tampons afin de servir pour les besoins en eau du site. Les eaux en sortie de bassins de décantation sont amenées jusqu'à l'étang d'Arvieu.</p> <p>II - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 - la température est inférieure à 30°C - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5mg/l. <p>[....]</p> <p>IV - Une vanne sectionnelle est installée au niveau de l'ouvrage de rejet afin de confiner toute pollution accidentelle.</p> <p>V - Le curage et l'entretien de tous les bassins de rétention/décantation est effectué annuellement (et/ou après un épisode orageux) afin de maintenir leur volume utile et leur capacité de traitement.</p>

Constats :

Les eaux de ruissellement du site sont collectées et dirigées vers quatre bassins de décantation situés en aval Sud du site.

Les bassins sont alimentés par gravité et assurent le traitement des eaux avant leur rejet dans le milieu naturel.

L'analyse des eaux rejetées dans le milieu naturel en date du 13 octobre 2025 (Aveyron Labo) respectent les valeurs fixées par la réglementation.

Valeurs seuils de l'Arrêté Ministériel (AM)	Valeurs de l'analyse en sortie bassin de décantation
PH entre 5,5 et 8,5	7,7
Température inférieure à 30°C	17,5 °C
Matières en suspension totale concentration inférieure à 35 mg/l	8,6 mg/l
Demande chimique en oxygène concentration inférieure à 125 mg/l	< 30 mg/l
Hydrocarbures concentration inférieure à 10 mg/l	< 400 µg/l

Les 4 bassins de rétention sont équipés d'une vanne de sécurité pour éviter tout rejet polluant dans le milieu naturel.

Les bassins sont propres, l'entretien est réalisé en tant que de besoin.

Type de suites proposées : Sans suite